

*Le budget—M. Cassidy*

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je dois malheureusement informer le député qu'il a épuisé son temps de parole. Y a-t-il des questions ou observations?

**M. Cassidy:** Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir permis de dire au gouvernement ce que je pense de son budget injuste et inéquitable.

**Mme Mitchell:** Monsieur le Président, je sais que mon ami et collègue est vraiment très renseigné au sujet de la Fonction publique, des emplois, et tout particulièrement de certaines des mises à pied envisagées. Certes, je m'inquiète moi aussi au sujet de ces mises à pied, mais je me fais surtout du souci à propos des effets disproportionnés que les politiques du gouvernement, et surtout les coupes budgétaires, ne manqueront pas d'avoir sur les femmes employées de la Fonction publique. La semaine dernière, j'assistais à la conférence des femmes organisée par l'Alliance de la fonction publique de la Colombie-Britannique et du Yukon. Les gens y étaient particulièrement inquiets, anxieux et se sentaient menacés. Évidemment, les femmes qui occupent des emplois de commis et de service au sein de la Fonction publique étaient les plus inquiètes. Elles se faisaient également beaucoup de souci au sujet de l'octroi de contrats à l'extérieur. Les femmes ayant des enfants à leur charge n'auront pas la protection dont elles ont besoin. La privatisation contraint les femmes à des emplois bénévoles qui ne sont ni suffisamment rémunérés ni suffisamment protégés. Elles s'inquiètent également à propos de la déréglementation qui confine les femmes à des emplois à temps partiel. Que pense mon collègue de cette situation à la lumière du budget et de l'ensemble des politiques gouvernementales? Je voudrais qu'il nous parle plus particulièrement des réductions des dépenses que j'ai remarquées dans les documents budgétaires pour le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Au cours des quatre prochaines années, on y réduira en effet les dépenses de 4.82 milliards de dollars. Je crois que cela aura de très graves répercussions pour les femmes.

**M. Cassidy:** Plus tôt aujourd'hui, lorsqu'on nous a distribué les prévisions budgétaires et que nous avons eu l'occasion d'interroger les hauts fonctionnaires à ce sujet, nous avons posé exactement cette question. Nous avons demandé si l'on se préoccupait au gouvernement de veiller à ce que les femmes ne souffrent pas des mises à pied qui pourraient se produire, bien que j'espère qu'elles pourront être entièrement évitées. Les femmes ont tendance à occuper des emplois de commis et de secrétaires et d'autres emplois qui peuvent paraître aux mandarins du gouvernement plus faciles à supprimer que les emplois exigeant des compétences à caractère plus professionnel ou technique. Je me serais attendu à ce que le gouvernement y ait réfléchi à fond, mais ce n'est pas le cas.

A l'occasion des compressions effectuées récemment au ministère des Pêches et des Océans, un nombre disproportionné de femmes ont été mises à pied. Le gouvernement devrait à mon avis profiter du débat sur le budget pour s'engager à faire en sorte que s'il fallait procéder à des mises à pied, elles n'affectent pas les femmes dans une proportion supérieure à celle qu'elles représentent dans la Fonction publique du Canada. C'est vraiment le moins que nous puissions obtenir, monsieur le Président. En fait, je crois que ce devrait être l'inverse, car les femmes ont souffert de discrimination pour ce qui est d'obtenir de bons emplois au sein de la Fonction

publique. Peut-être pourrait-on pratiquer également une forme d'action positive en ce qui concerne les mises à pied.

Je partage l'inquiétude de ma collègue à propos des réductions des dépenses au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Nous ne savons pas exactement ce qu'elles représentent. Nous savons cependant qu'au fil des années le gouvernement effectue des compressions budgétaires de plus en plus fortes dans le domaine de la santé et du bien-être social. Bien des femmes qui ont des enfants, de faibles revenus ou qui ont besoin de formation risquent d'en souffrir beaucoup. [Français]

**M. Côté (Lac-Saint-Jean):** Monsieur le Président, plus j'écoute un député socialiste parler, plus je comprends comment il se fait que les Canadiens ne les prennent pas plus au sérieux. D'abord, le député de Ottawa-Centre (M. Cassidy) a commencé son discours par dire que le ministre des Finances (M. Wilson) a imposé une surtaxe de 3 p. 100 sur tout les revenus, quand on sait si bien que la surtaxe n'est pas sur tous les revenus, elle est sur le montant imposable, sur le montant d'impôt que les Canadiens ou les entreprises auront à payer. Si cela n'est pas induire les gens en erreur, si cela n'est pas faux, monsieur le Président, c'est certainement de l'ignorance crasse.

Il est évident, monsieur le Président, que pour les socialistes, le mot «taxe» est péché, le mot «profit» est péché. Pour tous les Canadiens, pour tout le monde, je ne connais pas personne qui est intéressé à payer des taxes plus qu'il n'en faut. Mais si, par exemple, nos amis d'en face, les socialistes, n'avaient pas été pendant 20 ans la béquille du parti libéral, les Canadiens, aujourd'hui, n'auraient pas une dette accumulée d'au-delà de 200 et quelques milliards de dollars. Les Canadiens ordinaires, comme ils se plaisent à le dire, ceux de la circonscription de Ottawa-Centre, ne verraient pas aujourd'hui 80c. de chaque dollar qu'ils paient en taxes pour servir uniquement à payer l'intérêt de notre dette. C'est évident, et vous venez de m'en donner encore la démonstration, que le seul intérêt que vous avez ici à la Chambre, c'est d'essayer de conserver vos «jobs». L'intérêt des Canadiens, «the ordinary Canadians», ce dis-que-là, mes amis, vous l'avez usé. Cela fait des années qu'on vous entend répéter la même chose. Cela fait des années que les Canadiens vous écoutent. Et cela fait des années que les Canadiens ordinaires ne vous croient pas.

La réforme fiscale. Il a parlé tout à l'heure de la réforme fiscale qu'il n'y a pas dans ce budget ou qu'il n'y a pas eu dans le budget précédent «d'imposition fair», comme il le disait. Je ne sais pas, je pense que c'est ce gouvernement qui a introduit un impôt minimal, une taxe minimale pour tous les individus. Généralement, quand on parle de «minimale» pour tout le monde, cela va aussi bien pour les riches que pour les moins riches. Réforme fiscale, le gain en capital à \$500,000. On parle toujours de ce qu'il en coûte. On ne parle jamais de ce que cela rapporte. Les REER, ce que cela coûte, etc.

Monsieur le Président, les petites et moyennes entreprises... quand il parlait des REER, quand il parlait du gain en capital... vous savez, vous avez parlé tout à l'heure des problèmes dans la province de Québec, vous avez parlé tout à l'heure des problèmes de chômage dans les régions comme celle de Lac-Saint-Jean, oui, le Lac-Saint-Jean.

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je regrette d'avoir à dire au député que le temps dont il dispose pour faire ses